

Paix en Europe : pas de deuxième miracle

Dans sa déclaration de mai 1950, Robert Schuman exprimait sa conviction qu'une "fusion des marchés" – d'abord limitée au charbon et à l'acier, ultérieurement généralisée à tous les biens et services – contribuerait à "sauvegarder la paix mondiale". De fait, les décennies qui suivirent ont été exceptionnellement paisibles sur le continent européen. Elles ont fourni à la thèse du "doux commerce" de Montesquieu – le commerce entre les nations pacifie leurs relations – une illustration de choix et elles ont valu à l'Union européenne le prix Nobel de la paix.

Interdépendance : avec confiance ?

Depuis 2022, cependant, l'Europe est à nouveau le théâtre d'une guerre internationale. Pourquoi le lendemain de la défaite de l'Union soviétique ne s'est-il pas avéré aussi pacifique que le lendemain de la défaite de l'Allemagne ? Sans aller jusqu'à une "fusion des marchés", les échanges commerciaux entre la Russie et l'Union européenne s'étaient pourtant fortement intensifiés après 1989. Mais au lieu d'apaiser les émotions et les stratégies agressives, l'interdépendance commerciale accrue a fini par, surtout, servir d'arme aux deux camps. Où se situe la différence décisive ?

Dans l'expansion d'institutions communes qui ont accompagné l'intégration économique européenne : celles nécessaires à la régulation des marchés fusionnés, mais aussi beaucoup d'autres, formelles et informelles. Elles ont engendré une multiplicité d'occasions d'intégrer, de coopérer et de collaborer entre citoyens européens, décuplant ainsi confiance et bienveillance mutuelles.

La réponse à la défaite de l'URSS, pour sa part, a commencé par des recommandations de privatisation rapide, avec deux effets immédiats : un déclin démographique et économique dramatique et un bataillon d'oligarques. Parallèlement, l'interdépendance commerciale s'est accrue, mais aucun effort notable n'a été fait pour créer des institutions

susceptibles de renforcer confiance et bienveillance mutuelles. Tout au contraire.

Otan : dissolution ou expansion ?

Au lendemain de la dissolution du Pacte de Varsovie, certains ont plaidé pour que la Russie devienne membre de l'Otan, d'autres pour que l'organisation soit dissoute. En vain. D'une part, l'Otan, comme toute organisation, tenait à survivre. D'autre part, plusieurs pays d'Europe de l'Est, encore traumatisés par leur longue soumission à Moscou, tenaient à se protéger contre tout risque d'y revenir. Pour les autres pays européens, le risque était insignifiant. Mais comme les États-Unis payaient le gros de la note, l'Otan leur offrait contre ce risque insignifiant une police d'assurance quasi gratuite.

L'idée audacieuse de supprimer l'Otan et de développer des institu-



L'idée de supprimer l'Otan et de développer des institutions incluant une Russie alors mal en point aurait dû enthousiasmer des visionnaires du même calibre que ceux qui ont lancé le processus d'intégration européenne, mais elle a été impitoyablement écartée. Ne se contentant pas de survivre, l'Otan a rapidement absorbé presque tous les pays européens de l'ancien bloc soviétique, à l'exception de la Russie.

S'ensuivit ce qui, après le discours de Poutine à Munich en 2007, aurait dû être compris par tous comme une provocation suprême. En 2008, l'adhésion à l'Otan fut promise au plus grand partenaire européen de la Russie, au pays qui, parmi tous les anciens ingrédients de l'Union soviétique à l'exception